



NaturAfrica.

Afrique de l'Ouest | West Africa



Bulletin d'information, juin 2026

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Travail en cours : amélioration de la qualité des informations relatives aux aires protégées d'Afrique de l'Ouest dans la base de données mondiale de référence

La Coordination Régionale est en cours de mener une étude pour contribuer à une mise à jour complète de la base de données mondiale.

[En savoir plus](#)



*La rivière Sinoe dans le Parc national de Sapo,
au Libéria*



Atelier sur la méthodologie et la pratique pour 3 indicateurs socio-économiques

Un atelier de formation a été organisé pour les opérateurs de mise en oeuvre des projets de paysage sur trois indicateurs du programme qui doivent être complétés au travers d'enquêtes auprès des communautés locales : indice de score alimentaire ; gouvernance participative et indice de bien-être humain.

[En savoir plus](#)



Forêts communautaires : mise à jour sur l'étude en cours

La Coordination régionale conduit depuis plus de deux mois une étude sur les forêts communautaires en Afrique de l'Ouest. Toujours en cours, l'étude nous a permis jusqu'à présent d'organiser des entretiens en ligne avec diverses parties prenantes des pays concernés.

[En savoir plus](#)

ESPÈCES À L'HONNEUR

Le lycaon, ou chien sauvage d'Afrique

Que savez-vous des lycaons (*Lycaon pictus*) et où est-ce qu'on les trouve en Afrique de l'Ouest ?

[En savoir plus](#)



ACTUALITÉS DES PAYSAGES

Paysage Taï-Grebo-Krahn-Sapo : la biodiversité se renforce par l'écotourisme et l'économie verte



Dans le paysage Taï-Grebo-Krahn-Sapo, les mois de mars, avril et mai 2026 confirment une même trajectoire : protéger les massifs forestiers, mieux suivre la faune, accueillir les visiteurs et soutenir des revenus verts dans les communautés riveraines.

[En savoir plus](#)

Niokolo Badiar Dulombi Boé : les activités battent leur plein suivant le lancement officiel du projet

Le Programme Intégré pour la Conservation, la Valorisation Économique et la Résilience Transfrontalière du paysage Niokolo Badiar Dulombi Boé (PICVERT) a été officiellement lancé le 28 avril 2026 au cours d'une cérémonie organisée à Simenti au cœur du Parc National de Niokolo Koba.



[En savoir plus](#)



Paysage WAP – Bénin : aux côtés des communautés de la Pendjari et du W-Bénin

L'Union européenne accompagne les efforts déployés par African Parks et le gouvernement du Bénin pour faire de la conservation un véritable moteur de développement local.

[En savoir plus](#)

Paysage – Cross River : renforcement de la production alimentaire durable et de la gouvernance forestière

Parmi les initiatives récentes menées au Nigeria, on peut citer le renforcement de l'application de la loi ; l'amélioration de la durabilité de la récolte de la « mangue sauvage » et du miel, ainsi que la formation des comités de gestion forestière.

[En savoir plus](#)



ACTUALITÉS RÉGIONALES

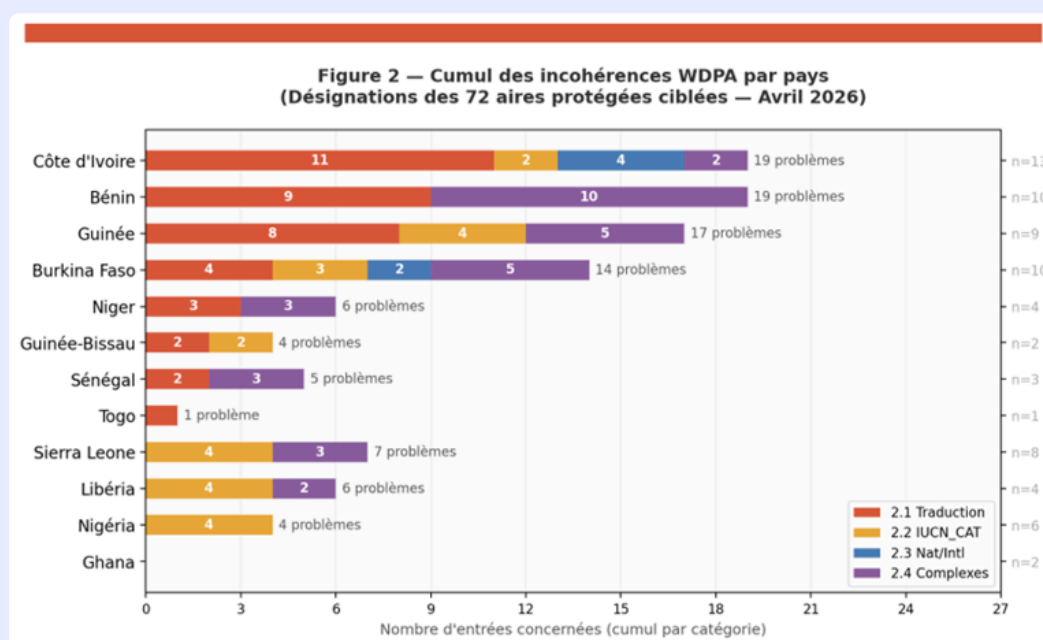
Travail en cours : amélioration de la qualité des informations relatives aux aires protégées d'Afrique de l'Ouest dans base de données mondiale de référence



Comme annoncé dans notre bulletin d'information précédent, la Coordination Régionale a lancé une étude visant à mieux documenter le statut des aires protégées en Afrique de l'Ouest et en particulier à effectuer une mise à jour complète de la base de données mondiale sur les aires protégées et conservées (WDPCA) gérée par le Centre mondial de surveillance continue de la conservation de la nature (WCMC). Cette étude conduira également à la production de 45 fiches techniques sur les aires protégées des paysages NaturAfrica en Afrique de l'Ouest. Dès à présent, cette mission a déjà produit un premier diagnostic sur la qualité des informations provenant des AP d'Afrique de l'Ouest dans la base de données WDPCA. Ceci a permis d'identifier un nombre impressionnant d'attributs manquants ou erronés : plus de 180.

Des propositions de correction ont été faites pour la majorité d'entre eux et des échanges avec le WCMC et l'OBAPAO ont permis de s'accorder sur une répartition des tâches pour une validation des améliorations d'ici la fin de l'année, en s'assurant de l'appropriation par les autorités nationales en charge des aires protégées.

L'étape suivante de rédaction des fiches techniques sur chaque aire protégée se fera d'ici la fin de l'année.



*Exemple de diagnostic posé sur les incohérences de la WDPCA en Afrique de l'Ouest
(section désignation uniquement)*

Une formation au Libéria sur les indicateurs socio-économiques de l'initiative NaturAfrica



L'initiative NaturAfrica a une envergure continentale, et intervient dans quatre régions spécifiques d'Afrique subsaharienne. Afin de mesurer les impacts du projet sur les trois piliers du projet – conservation, économie verte et gouvernance – la DG INTPA (International Partnerships) de la Commission européenne, en charge de la supervision de l'initiative, a demandé qu'un ensemble de 15 indicateurs soient intégrés dans les projets gérés par les agences de mise en œuvre. Sur ces 15 indicateurs, trois doivent être complétés au travers d'enquêtes auprès des communautés locales, selon une méthodologie précise : indice de score alimentaire ; gouvernance participative et indice de bien-être humain.

Étant donné la complexité de la méthodologie que la majorité des opérateurs ne maîtrisent pas, la Coordination Régionale a lancé, à partir de décembre 2025, une mission d'appui court terme capitalisant sur l'expérience en Afrique centrale. Dans le cadre de cette mission d'appui, deux webinaires ont été organisés afin d'expliquer l'approche ainsi que la méthodologie qui sera employée. Par la suite, un atelier de formation a été organisé au bénéfice des opérateurs des paysages anglophones (Cross River, TGKS, Gola, Nimba) et du Bénin (participants anglophones). Cet atelier a eu lieu à Zwedru (Liberia) du 22 au 28 mars 2026, avec la participation de 18 personnes. L'atelier a consisté en une partie en salle (revue des protocoles selon les bénéficiaires identifiés par chaque programme) et une partie sur le terrain (tests en conditions réelles auprès de communautés du paysage TGKS).

John Nnebechukwu, qui a participé de la part de la WCS, opérateur dans le paysage Cross River au Nigéria, a dit : « Cette formation a été extrêmement enrichissante et instructive. Il n'a jamais été aussi urgent que les initiatives de conservation aient un impact réel, cette formation tombe donc à point nommé. Je repars avec des compétences et des connaissances renforcées sur la manière de mesurer l'impact dans les communautés où je travaille. Merci à l'animateur qui a su simplifier les cours et les rendre très concrets. »

Selon Renaud Bailleux, expert technique pour les projets en paysages forestiers de la Coordination régionale : « Les participants à l'atelier ont montré beaucoup d'entrain, malgré les longues journées. En plus de l'application des indicateurs dans le cadre de NaturAfrica, ils ont manifesté leur intérêt à utiliser les méthodes d'enquêtes pour faire le suivi d'activités financées par d'autres bailleurs. »

L'organisation d'un atelier similaire sera effectuée au Sénégal en novembre 2026 à l'attention des partenaires de mise en œuvre francophones.

Forêts communautaires en Afrique de l'Ouest : étude en cours pour dresser un tableau complet de la situation



Vue aérienne de la forêt communautaire des Afi Mountains, au Nigeria

Les forêts communautaires constituent un maillon très important au maintien et au renforcement du couvert forestier et à la conservation de la diversité biologique. Cependant leur importance écologique est souvent minimisée et peu considérée dans les politiques de gestion des ressources forestières.

Au vu de l'insuffisance, voire l'absence d'espaces pour la création de nouvelles zones de conservation par les états, la création de forêts communautaires est une alternative pour les états afin de renforcer la conservation de la biodiversité et maintenir leur couvert végétal, tout en permettant des bénéfices économiques aux populations locales.

L'initiative NaturAfrica, à travers son programme Afrique de l'Ouest, conduit depuis plus de deux mois déjà une étude sur les forêts communautaires en Afrique de l'Ouest. L'étude en question a fait objet d'une description de ses objectifs dans notre bulletin d'info publié en mars 2026. Elle se poursuit et a permis à ce jour d'organiser des entretiens en ligne avec différents acteurs des pays concernés notamment la société civile, les programmes ou projets intervenant dans l'accompagnement de la gestion des forêts communautaires, les administrations en charge des questions de foresterie communautaire/villageoise ainsi que des personnes de ressources dont, bien entendu, les opérateurs du programme NaturAfrica.

Grâce à une meilleure connaissance de la situation des forêts communautaires/villageoises en Afrique de l'Ouest, l'étude permettra de formuler un ensemble de recommandations afin de mieux orienter les efforts à fournir dans les futurs programmes de conservation et de développement intégrés.

ACTUALITÉS DES PAYSAGES

Paysage Niokolo-Badiar-Dulombi-Boé (NBDB)

Le Programme Intégré pour la Conservation, la Valorisation Économique et la Résilience Transfrontalière du paysage Niokolo – Badiar – Dulombi – Boé (PICVERT) officiellement lancé à Simenti

Le Programme Intégré pour la Conservation, la Valorisation Économique et la Résilience Transfrontalière du paysage Niokolo-Badiar-Dulombi-Boé (PICVERT) a été officiellement lancé le 28 avril 2026 au cours d'une cérémonie organisée à Simenti au cœur du Parc National de Niokolo Koba au Sénégal. Ce projet financé par l'Union européenne vise à restaurer, conserver et valoriser la biodiversité au sein du paysage Niokolo-Badiar-Dulombi-Boé pour fournir de manière durable des biens et services avec un partage équitable des bénéfices et avantages afin de contribuer au développement économique vert et social des communautés locales. Il s'agit d'un levier important pour le développement socio-économique.

Huit ambassadeurs des États-membres de l'Union européenne ont pris part à cette cérémonie régionale aux côtés des autorités nationales et locales, de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature, des partenaires de mise en œuvre du projet. Les échanges en plénière, les interventions des participants et les visites de terrain ont souligné l'urgence d'agir considérant les défis auxquels le paysage fait face, notamment le braconnage, les pressions diverses sur les ressources naturelles, la fragilité socio-économique des populations locales, le maintien de la connectivité écologique et la sécurisation des aires protégées.

Tout en saluant la dimension régionale et l'approche paysage portées par le projet, les participants ont insisté sur la nécessité d'actions coordonnées, inclusives et durables autour des piliers de NaturAfrica à savoir la conservation, la gouvernance participative et le développement d'opportunités économiques pour les communautés locales.

Le Plan d'Aménagement et de Gestion du Parc National de Niokolo-Koba adopté pour une décennie d'actions



La Direction des Parcs Nationaux du Sénégal en collaboration avec ses partenaires techniques et financiers a organisé un atelier national de validation du Plan d'Aménagement et de Gestion (PAG) du Parc National du Niokolo-Koba (PNNK) en date du 21 mai 2026. Cette rencontre a connu la participation des chefs de services techniques, des collectivités territoriales, des chercheurs, des opérateurs économiques, des acteurs de la société civile et du secteur privé et des partenaires techniques et financiers du parc.

La vision exprimée dans ce plan est de faire du PNNK, d'ici 2050, un échantillon représentatif d'un écosystème pour la conservation de la biodiversité au Sénégal et en Afrique de l'Ouest, garantissant le maintien de sa Valeur Universelle Exceptionnelle, tout en contribuant au développement durable des communautés riveraines et en valorisant son potentiel écotouristique, scientifique et culturel. Ce plan s'articule autour de 99 objectifs opérationnels établis afin de répondre à cinq objectifs à long terme. Ces objectifs opérationnels visent principalement à maintenir la gestion du parc et à encadrer les activités humaines dans la périphérie. Ce document très stratégique va désormais constituer une boussole devant guider toutes leurs actions en faveur du parc et des communautés locales durant les 10 prochaines années (2026 - 2035).

Participation communautaire dynamisée : les maires des communes périphériques du Parc National de Niokolo Koba s'organisent pour protéger le site du patrimoine mondial

La Direction des Parcs Nationaux du Sénégal a célébré la Journée internationale de la biodiversité à Tambacounda vendredi 22 mai 2026. En marge de cette commémoration, un atelier de création du réseau des maires des communes périphériques du Parc National de Niokolo Koba. Ce cadre de concertation constitue une instance de collaboration et d'inclusion de cette catégorie d'acteurs clés qui interviennent dans le parc et sa périphérie. Il permettra désormais de renforcer et dynamiser la participation communautaire. Dix-sept (17) maires ont pris part à cette rencontre à l'issue de laquelle, une charte de bonne gouvernance pilote élaborée pour la commune de Linkéring a été présentée et signée par les autorités administratives et locales. Par ailleurs, un bureau exécutif a ensuite été mis en place pour assurer le fonctionnement du réseau.

Paysage WAP – composante Bénin (parcs W et Pendjari) Préserver les parcs, bâtir l'avenir : l'Union européenne aux côtés des communautés de la Pendjari et du W-Bénin

Pour de nombreuses familles riveraines des Parcs nationaux de la Pendjari et du W-Bénin, la nature n'est pas seulement un patrimoine à préserver ; elle représente aussi une source d'espoir, d'opportunités et d'avenir. Consciente de cette réalité, l'Union européenne accompagne les efforts déployés par African Parks et le gouvernement du Bénin pour faire de la conservation un véritable moteur de développement local.

Des foyers améliorés qui changent des vies

Dans les villages situés en périphérie des parcs nationaux de la Pendjari et du W-Bénin, la cuisson des aliments repose traditionnellement sur des foyers rudimentaires à trois pierres. Ce système, largement répandu, entraîne une consommation excessive de bois. Cette utilisation intensive du bois de chauffe représente un défi majeur pour la conservation des ressources naturelles.

Face à cette réalité, les directions des parcs Pendjari et W-Bénin en collaboration avec le Laboratoire d'Écologie Appliquée (LEA) de l'Université d'Abomey-Calavi, sur financement de l'Union européenne, ont initié le projet de construction de foyers améliorés au profit des communautés riveraines des parcs.

Pour la Pendjari, le projet prend en compte 330 ménages et 20 écoles primaires publiques de 22 villages dans les communes riveraines de Tanguiéta, Banikoara, Kérou, Kouandé et Matéri. Du côté du W-Bénin, 80 ménages et 14 écoles primaires publiques des communes de Kandi, Banikoara et Malanville seront impactés.

Pour ces familles, cette innovation représente bien plus qu'un simple équipement : elle permet de réduire la consommation de bois, de limiter les dépenses énergétiques et d'offrir un environnement domestique plus sain, particulièrement pour les femmes qui assurent les activités de cuisson au quotidien. « Les foyers améliorés donnent moins de fatigue aux enfants et au personnel de l'école primaire publique de Kani. Car avant la construction de ce foyer, les élèves étaient obligés d'aller chercher beaucoup de bois de chauffe pour aider à la cuisson de leur repas de cantine scolaire. Avec ce foyer amélioré, quelques bois peuvent servir pendant plusieurs semaines », a témoigné Barthélémy Ahouandji, directeur de l'école primaire publique de Kani, commune de Tanguiéta.

Dans le même volet éducation, 155 tables-bancs ont été offerts à sept écoles primaires riveraines au profit de 310 écoliers bénéficiaires afin d'améliorer leurs conditions d'apprentissage et offrir un environnement scolaire plus favorable à leur réussite.



Foyer amélioré à l'école primaire de Kani (Aurelien Houegan / PNP)

Autonomisation des jeunes riverains



Formation de 8 jeunes en entrepreneuriat agricole autour de la Pendjari. Centre Ina à Bembéréké. (photo: Aurelien Houegan / PNP)



Recolte de miel, Pendjari, avril 2026. (Bertin DOKO)

Afin de répondre à l'employabilité des jeunes souvent confrontés au manque de perspectives économiques, huit jeunes riverains du parc national de la Pendjari ont achevé avec succès une formation professionnelle en aviculture améliorée.

Cette qualification leur ouvre désormais la voie de l'auto-emploi et de l'entrepreneuriat, tout en contribuant à la création de richesse au sein de leurs communautés. Pour ces jeunes, il ne s'agit pas seulement d'exercer un métier, mais de retrouver confiance dans leur capacité à bâtir leur propre avenir.

« Cette formation nous a permis d'acquérir des compétences techniques solides utiles pour notre avenir. Nous savons désormais comment prendre soin de notre volaille et comment fabriquer nous-mêmes les provendes pour réduire les dépenses liées à leurs achats et de renforcer notre rentabilité », a déclaré Kamirou Mama, porte-parole des bénéficiaires lors de la cérémonie de remise de parchemin à la fin de la formation.

Renforcement de l'engagement communautaire et de la résilience économique des communautés locales

L'appui à l'économie locale se poursuit à travers le renforcement des coopératives communautaires. Quatorze coopératives ont bénéficié d'un diagnostic organisationnel et de gestion destiné à améliorer leur fonctionnement et leur performance. Dans la filière apicole, les résultats sont déjà remarquables : six coopératives ont produit 1 345 litres de miel, générant plus de 3,1 millions de francs CFA de revenus.

Au cœur des villages, la sensibilisation continue de semer les graines du changement. Entre janvier et mai 2026, 9 675 riverains, dont 3 987 femmes et plus de 1 400 jeunes, ont participé à 229 séances organisées dans 52 villages riverains du Parc national de la Pendjari.

Au-delà des chiffres, ce sont des milliers de riverains qui ont renforcé leur compréhension des enjeux liés à la conservation, à la gouvernance locale et au développement durable. Ces espaces de dialogue ont permis aux communautés d'exprimer leurs préoccupations, de partager leurs expériences et de réfléchir ensemble à des solutions adaptées à leur réalité.

À travers ces réalisations, le soutien de l'Union européenne dépasse le simple cadre d'un partenariat financier. Il traduit une conviction forte : la conservation ne peut être durable que lorsqu'elle améliore la vie des populations qui vivent au plus près des espaces protégés. Chaque femme sensibilisée, chaque jeune formé, chaque enfant mieux équipé pour apprendre et chaque coopérative renforcée représente une victoire partagée pour la nature et pour les communautés.



Parc W-Bénin : éléphants dans le parc ; sensibilisation des communautés autour du Parc. (Marcus Westberg / African Parks)

Paysage Cross River

Renforcement de l'application de la loi et de la protection



Remise de motos et d'autres équipements de terrain essentiels à la Commission forestière de l'État de Cross River

Afin d'améliorer les efforts et l'efficacité des patrouilles, le projet fournit un soutien technique et matériel aux autorités des zones protégées sur l'ensemble du territoire, notamment au Cross River National Park, à la Cross River State Forestry Commission et à l'association de conservation pour les Mbe Mountains. Une formation spécialisée des rangers et du matériel – tels que des motos et des kits de patrouille (comprenant des matelas de sol et d'autres équipements de terrain) — ont été fournis, améliorant considérablement l'efficacité des patrouilles, la couverture du Parc National et leur efficacité globale en matière de protection de la biodiversité.

Améliorer la durabilité de la récolte de la « mangue sauvage » et les moyens de subsistance des femmes

Le projet a soutenu plus de 1 550 femmes grâce à des formations ciblées, à la fourniture de plants améliorés de mangue sauvage (*Irvingia spp.*) et à la création et l'enregistrement de coopératives dirigées par des femmes. Ces efforts ont renforcé la participation des femmes aux chaînes de valeur des produits forestiers non ligneux, amélioré l'accès au marché et augmenté les revenus des ménages, tout en liant directement les moyens de subsistance à la gouvernance forestière durable et à la conservation de la biodiversité.



*Des femmes transformant des fruits de « mangue sauvage » (*Irvingia gabonensis*), un produit forestier non ligneux (PFNL) important*

La mangue sauvage joue un rôle vital dans la vie des femmes et des ménages des communautés forestières dans la zone couverte par le projet. En tant qu'aliment de base, ses graines sont largement utilisées dans les soupes et les plats traditionnels, contribuant ainsi à la nutrition des ménages et à renforcer l'identité culturelle. Sur le plan économique, la mangue sauvage constitue une source de revenus essentiels, les femmes dirigeant les coopératives qui récoltent, transforment et commercialisent le produit, finançant ainsi les frais de scolarité, les soins de santé et d'autres besoins des ménages. Au-delà de l'alimentation et des revenus, la mangue sauvage renforce l'autonomie des femmes dans la gouvernance forestière communautaire, leur participation aux chaînes de valeur favorisant l'inclusion et l'appropriation des résultats en matière de conservation. Cependant, des pratiques de récolte non durables – telles que la surexploitation, la cueillette prématurée des fruits et la dégradation de l'habitat – font peser de graves risques sur la biodiversité, menaçant la régénération forestière et la survie d'espèces en voie de disparition. La promotion d'une récolte durable, d'une transformation améliorée et d'une gouvernance équitable permet à la mangue sauvage d'apporter des avantages en termes de moyens de subsistance tout en préservant la biodiversité dans un climat en mutation.

« Avant, je n'avais aucune épargne... nous dormions dans la forêt pendant des jours. Aujourd'hui, les choses ont changé. Grâce à notre coopérative, je peux économiser de l'argent et contribuer au capital de notre groupe. Cela m'a donné confiance, sécurité et espoir en l'avenir. » — Madame Z, membre de la coopérative

Renforcement de la gouvernance forestière par le biais des comités communautaires de gestion forestière

La gouvernance est renforcée au niveau local grâce aux comités communautaires de gestion forestière. L'image à droite montre des membres formés du comité d'Esikwe, qui ont réussi à maîtriser et à empêcher un feu de brousse de se propager à travers la forêt communautaire vers la Afi Mountain Wildlife Sanctuary.



Les membres du Comité de gestion forestière de la communauté d'Esikwe s'efforcent d'éteindre un feu de brousse près de la forêt communautaire d'Afi Mountain Wildlife Sanctuary



Une session de formation aux mesures de protection sociale destinée aux rangers du Cross River National Park

Renforcement des garanties sociales

Afin de prévenir tout impact négatif involontaire dans les communautés cibles, le projet a mis en place un mécanisme de règlement des plaintes dans toutes les communautés entourant les zones protégées. Ce système garantit que les préoccupations et plaintes des communautés soient entendues, traitées rapidement et intégrées dans la mise en œuvre du projet, renforçant ainsi la responsabilité et la confiance entre les populations et le projet.

Paysage Tai – Grebo-Krahn – Sapo

Taï : l'écotourisme adossé à la conservation



Les équipes d'Écotourisme Taï, mobilisées sur le terrain et certifiées aux premiers secours.

Le projet d'écotourisme a accueilli 86 touristes sur la période et généré 9 009 000 FCFA d'entrées, réparties entre les partenaires de la convention tripartite. Cette fréquentation confirme l'intérêt croissant pour un tourisme de nature lié à la protection du patrimoine forestier.

Le suivi écologique s'est poursuivi : les mangabey ont été observés quotidiennement et les recherches de chimpanzés ont été menées en moyenne 24 jours par mois. En fin mai, les observations directes ont progressé avec la fructification du Dialium.

Apiculture : des revenus verts pour les villages riverains

Les formations en apiculture ont porté sur la récolte du miel dans cinq villages cibles : Daobly, Keibly, Zaïpobly, Paule-Oula et Port-Gentil. Elles prolongent les sessions antérieures consacrées à la fabrication, à l'installation et à l'entretien des ruches.



Au total, 17 ruches ont été exploitées, dont 11 en béton et 6 en bois, pour une production globale de plus de 235 kg de miel. Les ruches en bois ont produit 132 kg, contre 103 kg pour les ruches en béton, plus récemment colonisées.

Récolte de miel : l'apiculture donne un contenu concret à l'économie verte locale.
Source : document TGKS.

Un bilan encourageant

Ces avancées confirment un bilan positif : le programme NaturAfrica dans le paysage TGKS consolide la conservation, la coopération transfrontalière, l'évaluation technique, le suivi écologique, l'écotourisme et l'économie verte, tout en soutenant durablement les communautés riveraines dans un modèle territorial équilibré et inclusif.

ESPÈCES À L'HONNEUR

Une seule population viable en Afrique de l'Ouest : pourquoi NaturAfrica contribue à la conservation du lycaon



Image de photo pièges dans le parc national Niokolo Koba au Sénégal (UICN)

Espèce très sociale, le lycaon (*Lycaon pictus*) est un mammifère carnivore de la famille des canidés. On le retrouve essentiellement en Afrique subsaharienne, australe, centrale et occidentale, dans des milieux ouverts comme des savanes et zones arides, car ce sont des milieux propices à la chasse en meute. Néanmoins, une population a été répertoriée vivant en forêt notamment en Éthiopie.

En Afrique de l'Ouest, l'unique population encore viable se trouve dans le parc national du Niokolo-Koba, au Sénégal. Une étude réalisée par la Direction des Parcs Nationaux et l'ONG Panthera sur le suivi de la population par pièges photographiques et des analyses, utilisant des modèles de capture recapture spatialement explicite (SECR) de l'espèce, a estimé en 2023 la population de lycaons du parc à 31 individus. Selon la même étude, l'espèce occupe au moins 23 % de la superficie totale du parc national, soit 1 925 km².

Se nourrissant essentiellement de proies chassées vivantes, la chasse du lycaon s'effectue en meute ; l'espèce contribue à la régulation des populations de ses proies.

La particularité de l'espèce est de vivre dans des grandes meutes (en groupe) et de mettre bas beaucoup de petits. Elle reste cependant extrêmement menacée de disparition. Elle est classée comme « En danger » sur la liste rouge de l'UICN.

Les principales menaces qui pèsent sur l'espèce : fragmentation des habitats (+ 1 000 km² en moyenne pour une meute), les maladies des chiens domestiques, le réchauffement climatique, les conflits homme-faune et le braconnage.

Actions pour la conservation du lycaon : renforcement de la lutte contre le braconnage, réduction des conflits, réintroduction dans les espaces viables, et l'organisation de campagne de vaccination contre les maladies de chiens domestiques (comme le fait l'ONG international ZSL dans les villages riverains au parc national du Niokolo Koba).

Le programme NaturAfrica Afrique de l'Ouest à travers le project de paysage 'PICVERT', mis en œuvre par l'UICN, intervient dans le paysage Niokolo Koba - Badiar - Boé afin de renforcer la viabilité de cette espèce menacée.



NaturAfrica Afrique de l'Ouest coordination régionale | Ouagadougou & Monrovia
WhatsApp +226 66 21 66 35 | marc.languy@agrecob.be | [Page du projet sur capacity4dev](#)

[Legal Notice](#) | [Privacy Policy](#) | [Se désinscrire](#)